

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LÉON JANROT

Situation économique et financière de la République Argentine

Journal de la société statistique de Paris, tome 67 (1926), p. 189-196

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1926__67__189_0

© Société de statistique de Paris, 1926, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V VARIÉTÉS

Situation économique et financière de la République Argentine.

Dans un des « informes » de la Dirección General de Estadística, M. Alejandro E. Bunge a fourni de très utiles indications sur la situation financière, la Dette publique, la capacité économique de la République Argentine. Au fond, on peut déduire de ces renseignements que les jeunes nations, en matière de finances, ne sont pas beaucoup mieux loties que les anciennes et que les exemples de l'histoire ne servent pas plus aux premières qu'ils n'ont servi aux secondes.

La Dette publique actuelle de la République Argentine peut se résumer ainsi, les chiffres étant convertis en pesos cours légal (c'est-à-dire 1 peso c. l. représentant 44 centavos or, ou encore 1 peso or équivalant à 2,27 piastres papier ou cours légal).

<i>1° Dette de la nation.</i>			
Consolidée .	{ intérieure	759.151.000	} 2.187.710.000
	{ extérieure	535.735.000	
Non consolidée		1.294.886.000	} 892.824.000
<i>2° Dettes des provinces.</i>			
Intérieure		323.459.000	} 483.383.000
Extérieure		159.924.000	
<i>3° Dettes des municipalités.</i>			
Intérieure		85.284.000	} 171.923.000
Extérieure		86.639.000	
TOTAL de la Dette = Pesos c. l.			2.843.016.000
(ou pesos or = 1.250.000.000).			

L'Argentine est un des pays du monde qui possèdent la plus faible Dette publique, soit qu'on se réfère au nombre de ses habitants, soit qu'on prenne en considération la capacité économique de la nation. En 1913, la Dette totale représentait environ

(1) Le total des ressortissants aux différentes religions est inférieur de 10.000 au chiffre de la population totale. L'erreur provient de la province de Skutari.

177 pesos par tête d'habitant, en 1912 elle représentait 243 pesos : seuls l'Espagne, la Norvège, la Suède, l'Uruguay, le Chili et le Brésil ont une Dette par habitant inférieure à celle de l'Argentine.

Il y a lieu de rappeler cependant que la République Argentine n'a pas à l'extérieur de crédits hypothécaires ou commerciaux, elle n'a pas de capitaux placés en d'autres pays, elle n'a pas de marine marchande ni, de ce chef, à recouvrer de frets en or étranger. Une grande partie des titres de la Dette publique argentine sont domiciliés à l'extérieur. Enfin, la balance commerciale fait ressortir un sensible dépassement du montant des importations sur celui des exportations, au moins dans les derniers exercices. Ce sont là des faits qui inciteront probablement les Gouvernements argentins à étendre de plus en plus les zones de production sur tout le territoire et à favoriser aussi, dans la mesure du possible, les industries nationales.

Le directeur de la Statistique argentine divise en cinq périodes l'histoire de la Dette publique argentine depuis 1870.

PREMIÈRE PÉRIODE

D'après M. Bunge, on peut appeler cette période, celle de la préparation du crédit. La Dette publique ne croît que lentement et en moindre proportion que la population et la capacité économique du pays. Le Service de la Dette qui représentait près de la moitié des ressources nationales en 1876, baisse au point de ne plus représenter en 1886 que 27 % des recettes.

Années	Dette publique Pesos or (Capital)	Recettes nationales Pesos or	Proportion du Service de la Dette publique aux Recettes %
1870	47.506.000	14.834.000	22
1871	84.265.000	12.682.000	46
1872	80.013.000	18.172.000	30
1873	78.480.000	20.217.000	27
1874	77.183.000	15.974.000	33
1875	82.877.000	17.207.000	33
1876	86.814.000	13.584.000	44
1877	82.231.000	14.824.000	38
1878	80.649.000	18.416.000	30
1879	77.739.000	20.962.000	25
1880	86.313.000	19.594.000	30
1881	107.076.000	21.346.000	35
1882	124.113.000	26.822.000	32
1883	128.047.000	30.950.000	28
1884	122.503.000	37.724.000	22
1885	113.382.000	26.581.000	29
1886	117.154.000	30.396.000	27
1887	141.718.000	38.209.000	25

DEUXIÈME PÉRIODE

C'est la période de désordre qui s'étend de 1888 à 1891. Le Service de la Dette arrive à absorber beaucoup plus de la moitié des ressources publiques; en raison de la création facile de la monnaie fiduciaire comme de la dépréciation qui en résulte, la charge de la Dette devient formidable et oblige à la suspension du service en or de la Dette extérieure pendant trois ans. La prime de l'or s'élève jusqu'à 350 % en 1891.

Années	Dette publique Pesos or (Capital)	Recettes nationales Pesos or	Proportion du Service de la Dette publique aux Recettes %
1888	277.463.000	34.892.000	55
1889	295.160.000	38.170.000	54
1890	355.762.000	29.144.000	85
1891	370.104.000	19.499.000	132

TROISIÈME PÉRIODE

Période de reconstruction financière qui court de 1892 à 1899. Le paiement de la Dette extérieure est réalisé en titres d'un emprunt de consolidation de 6 %, « funding loan », le service en étant gagé sur les douanes et devant être effectué en or. Un nouvel arrangement Roméro-Rothschild permet à la République Argentine de payer les intérêts de la Dette extérieure en or jusqu'à concurrence seulement de 60 % de leur montant. L'amortissement de la Dette extérieure est suspendu jusqu'en 1901. On note aussi dans cette période le règlement de Dettes extérieures de différentes provinces qui passent à la charge de la nation, ce qui explique l'accroissement de la Dette nationale.

Années	Dette publique Pesos or (Capital)	Recettes nationales Pesos or	Proportion du Service de la Dette publique aux Recettes %
1892	425.471.000	32.597.000	91
1893	427.807.000	38.390.000	78
1894	393.396.000	34.178.000	80
1895	401.864.000	38.224.000	73
1896	421.505.000	42.008.000	70
1897	438.283.000	51.441.000	59
1898	454.165.000	53.159.000	59
1899	548.931.000	72.863.000	52

QUATRIÈME PÉRIODE

Cette période de meilleur aménagement financier commence en 1900 pour se terminer en 1908. Les ressources publiques passent du simple au double en neuf exercices et le Service de la Dette arrive à n'absorber plus que 24 % des revenus de la nation. L'amortissement est repris en 1901 et le monde est favorablement impressionné par la rénovation financière qui entraîne le relèvement du crédit de la République Argentine à l'étranger.

Années	Dette publique Pesos or (Capital)	Recettes nationales Pesos or	Proportion du Service de la Dette publique aux Recettes %
1900	447.192.000	64.858.000	48
1901	443.743.000	65.047.000	47
1902	435.655.000	65.464.000	46
1903	426.407.000	75.849.000	39
1904	426.553.000	87.661.000	34
1905	384.437.000	93.059.000	28
1906	379.560.000	102.039.000	26
1907	418.359.000	108.381.000	27
1908	398.941.000	115.785.000	24

CINQUIÈME PÉRIODE

La Dette augmente considérablement et cet accroissement est en partie motivé au début de la période par des travaux publics et des dépenses concernant la Défense nationale. Les déficits apparaissent de façon permanente, sans que cependant la Grande Guerre de 1914 ait eu pour l'Argentine d'autre effet que d'aggraver précisément un état de choses qui lui était antérieur. Il faut dire aussi que les déficits peuvent avoir également une explication, en partie du moins, dans l'amortissement de la Dette publique qui figure dans les charges budgétaires.

Années	Dette publique Pesos or (Capital)	Recettes nationales Pesos or	Proportion du Service de la Dette publique aux Recettes %
1909	449.706.000	125.474.000	25
1910	490.092.000	135.732.000	25
1911	562.624.000	139.342.000	28
1912	575.004.000	159.893.000	25
1913	586.073.000	163.191.000	25
1914	657.807.000	124.164.000	37
1915	723.441.000	111.387.000	45
1916	773.634.000	112.236.000	48
1917	871.505.000	111.918.000	54
1918	891.177.000	145.186.000	42
1919	888.727.000	180.922.000	34
1920	853.501.000	228.402.000	26
1921	890.114.000	205.042.000	30
1922	962.592.000	199.826.000	33

Ainsi la Dette publique argentine qui était de 400 millions de pesos or en 1908, atteint presque le milliard de pesos or en 1922!

Les déficits annuels qui sont enregistrés depuis 1910 amènent un accroissement formidable de la Dette flottante et le rapprochement des deux natures de dettes ne laisse pas que d'être d'un singulier enseignement, surtout si l'on tient compte de la population.

La Dette consolidée calculée en pesos monnaie nationale ou cours légal a été ramenée de 177 pesos en 1910, à 143 pesos par habitant en 1922; mais la Dette flottante, au contraire, est passée de 14 pesos à 99 pesos. Le total de la Dette argentine ressort donc en 1922 à 243 pesos papier par habitant contre 191 en 1910.

Déficit du budget argentin entre 1909 et 1922 (calculé en pesos papier cours légal).

1909	—	85.741.000	1916	—	123.332.483
1910	—	103.886.505	1917	—	141.078.037
1911	—	106.024.728	1918	—	94.412.193
1912	—	46.618.325	1919	—	18.294.380
1913	—	33.986.628	1920	+	35.408.767
1914	—	140.000.348	1921	—	94.267.669
1915	—	148.174.072	1922	—	179.284.000

Comment peuvent être classées les dépenses de la République Argentine? c'est ce que le cadre suivant montrera, le pourcentage établi permettant aux chiffres compilés d'être rendus plus facilement comparables entre eux.

Répartition des dépenses nationales de 1905 à 1920.

Années	Total des dépenses nationales en millions de pesos papier c. l.	Travaux publics %	Dette publique %	Défense nationale %	Pensions et Retraites %	Dépenses diverses %	Salaires Traitements %
1905	235	31	26	11	2	14	16
1906	243	16	21	12	4	24	23
1907	253	14	21	12	3	26	24
1908	252	14	21	12	4	25	24
1909	392	23	14	13	3	30	17
1910	411	23	15	20	3	19	20
1911	416	23	15	20	3	20	19
1912	404	19	18	17	3	20	23
1913	403	18	20	15	3	20	24
1914	419	18	19	13	3	22	25
1915	399	16	21	13	4	22	24
1916	374	8	22	14	4	28	24
1917	389	4	23	14	5	32	22
1918	421	4	28	14	6	29	19
1919	427	3	30	14	4	28	21
1920	487	5	23	15	4	32	21
1921	560	6	22	18	4	25	25
1922	631	8	21	16	3	25	27
1923	665	5	21	15	3	26	30

On voit que ce sont les dépenses de travaux publics, celles relatives à la Défense nationale, les dépenses diverses et les traitements qui, jusqu'en 1915, chargent la période. Ensuite, au contraire, les dépenses pour travaux publics sont très fortement diminuées et les dépenses de l'Administration nationale (dépenses diverses et traitements) représentent à elles seules plus de la moitié du budget. Nous insistons ici pour rappeler qu'il ne s'agit que des dépenses de la nation; la Constitution de la République Argentine, calquée sur celle des États-Unis, permet aux provinces d'agir de leur côté à peu près comme des États souverains et indépendants; ces entités ont leurs budgets propres, elles ont la faculté de contracter des obligations, d'administrer leurs finances comme elles l'entendent. Comme on l'a vu dans notre résumé de la Dette au début de cette étude, les provinces argentines ont volontiers utilisé ces facultés et pas toujours d'ailleurs dans des conditions très heureuses pour elles et encore moins pour leurs créanciers.

La désinvolture même avec laquelle les provinces emprunteuses ont compris leurs engagements a bien montré que les mêmes mots ont sous des cieux différents des significations différentes aussi. Les mots changent de sens, les choses changent de nom. Et lorsqu'on voit le marché de New-York accueillir aveuglément, sans référence aux antécédents, des emprunts de telle ou telle province défaillante, on est quelque peu surpris d'abord qu'un emprunt nouveau soit possible, ensuite que la cotation des titres soit admise sans examen alors que celle-ci est refusée à la Bourse officielle même du pays intéressé!

De toutes manières, il convient d'ajouter aux 665 millions pesos c. l. dépensés en 1923 par la nation, 294 millions pour les dépenses de la capitale et des provinces et 96 millions pour les dépenses des municipalités.

Les dépenses de la nation ont quadruplé en 1923 par rapport à 1903. Les dépenses des provinces comme celles des municipalités ont quintuplé, alors que la population de la République a tout juste doublé dans cette même période.

Quelles ont été dans ces dernières années de déséquilibre général, les fluctuations des prix par rapport à ceux d'avant-guerre? Les indices du coût de la vie nous fourniront une réponse satisfaisante pour l'Argentine, au moins pour les dépenses de première nécessité. Les prix de 1914 servent de base :

Années	Viande	Pain	Logement	Vêtement
1914	100	100	100	100
1920	129	205	150	273
1923	55	140	149	186

Si parmi les causes des accroissements de budgets nous n'oublions pas que figurent précisément la hausse des prix, la hausse des salaires, des travaux, l'amélioration possible des services de l'État, l'augmentation des dépenses militaires, l'augmentation de la Dette publique et enfin les dépenses consécutives à toute politique dite démocratique, on conçoit aussi que pour un pays neuf comme l'Argentine, les dépenses publiques doivent consacrer une augmentation parallèle de la capacité économique du pays. Cependant, des travaux de la Dirección General de Estadística de la Nación, il semble ressortir au contraire, depuis 1913, que les facultés contributives aient très sensiblement diminué. La remarque a sa valeur et nous voulons l'expliquer.

La richesse de l'Argentine est localisée dans sa production agricole comme dans l'élevage : or, la superficie cultivée en blé, maïs, avoine et lin est revenue de 13.700.000 hectares en 1913 à 11.285.000 en 1922, soit une diminution de 18 %.

En luzerne, la superficie cultivée en 1914 était de 735.000 hectares, elle n'est plus que de 58.000 hectares en 1922.

Dans son ensemble, la superficie cultivée de l'Argentine représentait par tête d'habitant :

En 1895.	1 ^{ha} 25 ^a	En 1914.	1 ^{ha} 80 ^a
En 1910.	2 75	En 1922.	1 22

Le recul est vraiment sensible et doit faire réfléchir.

Le tonnage des exportations, qui était en 1913 de 11.800.000 tonnes, est tombé à 9.900.000 tonnes en 1922, soit une diminution de 16 %. Enfin les produits et marchandises transportés par chemin de fer représentaient 42 millions de tonnes en 1913 pour ne plus représenter que 31 millions de tonnes en 1922, soit une diminution de 25 %.

Comme, d'un autre côté, dans cette même période 1913-1922 la population est passée de 7.500.000 à 9 millions d'habitants, soit une augmentation de 20 %, ces constatations sont assez troublantes et peut-être que du point de vue démographique on doit craindre que la capitale n'absorbe trop de population au détriment du campo. En 1895, la capitale comptait 16 % de la population totale de la République, en 1910 cette proportion était de 19 %. Aujourd'hui, Buenos-Aires doit avoir au moins 25 % de la population totale du territoire, c'est évidemment excessif et donne l'image d'une grosse tête sur un corps mal développé. En tout cas, les indices fondamentaux de la capacité économique sont caractéristiques dans leur signification actuelle, mais pour qui connaît les grandes ressources éventuelles de la République argentine, il n'est point douteux que les effets de cette crise disparaîtront, surtout si la nation et les autres entités s'inspirent des principes de prudence et d'économie méconnus des Gouvernements jusqu'à présent. D'ailleurs, si la balance commerciale a été très défavorable dans les exercices 1921, 1922 et 1923, elle paraît être revenue favorable pour 1924.

Le directeur de la Statistique a fait ressortir dans la *Revista de Economia Argentina* les défauts qu'offre encore à ses yeux la Statistique Nationale argentine dans ses différentes sections : section financière, section bancaire, section démographique, section industrielle, section du travail, section du commerce intérieur et des prix, section du commerce extérieur. Suivant M. Prebisch lui-même, l'insuffisance de quelques-unes d'entre elles est « lamentable ».

La statistique financière se ressent d'un manque de cohésion, l'État, les provinces, les municipalités, chacun a son mode de présentation et de classification.

Les dépenses publiques nationales se classent uniquement par unités administratives et comme il arrive qu'un bureau passe sous la dépendance d'un autre, se divise ou se dédouble, il est impossible de déterminer les variations de dépenses de tel organisme sans demander des précisions à la Comptabilité générale. Les dépenses ne sont pas classées selon leur nature ou selon l'objet auquel elles correspondent, on ne connaît pas sans calculs spéciaux ce que l'Administration nationale dépense annuellement en frais de bureaux, en dépenses de constructions ou de réparations d'édifices publics, ces différentes dépenses se confondant fréquemment ou étant dispersées dans les annexes. On ne discrimine pas, d'autre part, les dépenses ordinaires d'administration des dépenses tendant à augmenter le capital national. Pour distinguer les différentes natures de recettes et connaître le produit des différents impôts, il faut aussi se livrer à des calculs longs et compliqués.

Il est dit aussi que le ministre des Finances de la République argentine n'a pas non plus de statistique permanente sur les dépenses, les recettes et la Dette publique des provinces et des municipalités!... Cet aveu ne manque pas d'être inquiétant, n'est-il pas vrai?

Les Banques, de leur côté, fournissent régulièrement au ministre leurs balances mensuelles, mais malgré ces publications reproduites d'ailleurs avec abondance dans les journaux de Buenos-Ayres, la Direction de la Statistique critique ces documents pour différentes raisons : le poste des dépôts en Banque ne distingue pas entre les dépôts dits de Caisse d'épargne (Caja de Ahorro) et ceux à préavis ou en compte courant. La nature des prêts ne ressort pas davantage des balances et ne permet pas de savoir s'il s'agit d'avances en compte courant, d'escompte ou de caution, etc... Un décret des pouvoirs publics réglementé par l'Inspection de Justice, a depuis obligé les banques à présenter leurs bilans sous une forme plus amplement détaillée et à fournir tout au moins quelques explications sur des comptes d'ordre qui, donnés globalement, arrivaient à représenter en certains cas la moitié du bilan et ajoutaient à leur obscurité. La double expression monétaire or et papier n'est pas faite non plus pour rendre aisée la lecture des bilans.

Enfin, il conviendrait de classer les banques selon l'origine de leur capital comme nous le ferons plus loin nous-même à titre documentaire; ces renseignements seraient plus utiles s'ils étaient présentés de telle sorte qu'ils permettent d'avoir peut-être une idée plus exacte des tendances du marché monétaire et du rapport des existences en caisse aux exigibilités. Sur ce dernier point le Service de la Statistique se fait peut-être illusion. Nous rappellerons en passant que la loi du 4 novembre 1899 créant la Caisse de Conversion argentine a sanctionné que la piastre papier cours légal pourrait être changée à première demande contre 44 centavos or ou inversement, que l'or pouvait être échangé contre des billets au même type de change. Cette disposition a été en vigueur jusqu'en 1914. Toujours est-il que les existences visibles en or à la Caisse de Conversion et les existences déclarées par les banques représenteraient ensemble :

En 1910	une garantie de 68 %	de la circulation fiduciaire;
En 1914	— 63 %	—
En 1918	— 76 %	—
En 1923	— 80 %	—
En 1924	— 77 %	—

Nous supposons bien entendu ces encaisses exactes et admettons que des pratiques extra-comptables qui permettaient carrément d'en douter il y a quelques années ne se reproduisent plus.

Voici donc pour terminer l'état actuel des principales Banques établies en Argentine classées suivant leur nationalité, le capital investi par les Banques étrangères en Argentine n'étant naturellement qu'une fraction plus ou moins importante du capital nominal mentionné.

Noms	Capital nominal	Capital versé	Réserves
<i>Banques anglo-saxonnes :</i>			
	£	£	£
Bank of London and S. A.	3.540.000	3.540.000	3.600.000
Anglo-South American Bank Ltd . . .	8.734.660	4.367.330	4.000.000
British Bank of South America Ltd . .	2.000.000	1.000.000	1.000.000
	Dollars américains	Dollars américains	Dollars américains
The First National Bank of Boston . .	20.000.000	20.000.000	21.002.068
The National City Bank of N. Y . . .	50.000.000	50.000.000	65.000.000
	Dollars canadiens	Dollars canadiens	Dollars canadiens
The Royal Bank of Canada	25.000.000	20.400.000	30.400.000
<i>Banques française et belge :</i>			
	Francs	Francs	Francs
Banque française et italienne	50.000.000	50.000.000	43.000.000
Banque italo-belge	50.000.000	50.000.000	25.000.000
<i>Banque hollandaise :</i>			
	Florins	Florins	Florins
Banco Holandés de la A. del Sud . . .	25.080.000	25.080.000	5.000.000
<i>Banques argentines :</i>			
	Pesos-or	Pesos-or	Pesos-or
Banco Francés del Río de la Plata . . .	14.000.000	14.000.000	1.700.000
Banco de Italia y Río de la Plata . . .	20.000.000	10.000.000	1.300.000
	Pesos-papier	Pesos-papier	Pe os-papier
Banco de la Nacion Argentina	153.017.000	153.017.000	25.313.149
Banco Espanol del Río de la Plata. . .	50.000.000	28.212.750	20.000.000
Banco Popular Argentino.	10.514.800	10.514.800	5.575.000
Banco Nuevo Italiano	10.000.000	5.900.000	8.200.000
Banco de Galicia y Bs. Aires	17.182.100	17.182.100	1.344.355
Banco Italo Sud Americano	8.250.200		341.000
Banco de la Provincia de Bs. Aires . .	75.000.000	62.500.000	14.940.000
<i>Banque japonaise :</i>			
	Yen	Yen	Yen
The Yokohama Specie Bank	100.000.000	100.000.000	80.500.000

Dans ces dernières années le change argentin, somme toute, s'est assez bien tenu grâce à certains facteurs favorables et aux importations d'or dans la République. On sait que le pair de la piastre-or ressort à 47 5/8 pence; la piastre-or, qui valait fin 1920 51 pence, retombait en avril 1924 à 43 pence, à 41 1/16 au 30 juin 1924 et remontait à 45 3/8 au 30 juin 1925 et 46 15/32 au 15 janvier 1926.

De toutes ces données, il résulte que la situation de la République Argentine n'est exempte ni de réserves ni de critiques, mais on a la conviction cependant que ses possibilités sont grandes. Le développement quantitatif et qualitatif de sa population demeure une des conditions primordiales de son avenir. De même que devenant plus conscient, l'individu est devenu plus capable de prévoir, plus capable de contrôler sa conduite et de modérer ses passions, de même le Gouvernement d'un pays jeune doit avoir aussi un sentiment plus net des phénomènes qui troublent l'économie nationale : il y a d'abord dans cet ordre de choses à marquer plus de prudence dans la gestion des grands intérêts nationaux; il y a d'autre part à obvier à l'insuffisance de contrôle dans l'administration de ces différentes entités provinciales que des dispositions trop absolues de la Constitution fédérale ont rendues quasi omnipotentes au point de faire croire à une intégration vraiment trop incomplète. La République Argentine n'a pas eu jusqu'à présent une de ces crises qui, du point de vue social ou du point de vue politique, affectent profondément la vie collective, on peut croire que si elle n'hésite pas à rechercher dans l'avenir tous les moyens propres à triompher des difficultés que suscitent les hommes, les temps et les lieux, elle sera dans le monde parmi les organismes qui auront une grande aptitude à vivre et à survivre.

LÉON JANROT.

*
* *